

Les perceptions sur la conservation de la biodiversité au parc de la Pendjari (Benin) : un résumé en français.

Iliana Janssens, thèse pour le Master de Biologie 2018-2019, Vrije Universiteit Brussel, Belgique
janssens.iliana@gmail.com

La biodiversité est en déclin drastique, et ce au niveau mondial. Étant donné que la biodiversité a une influence directe sur la fourniture de services écosystémiques et donc sur le bien-être humain, il est important de contrecarrer ces tendances négatives. Une stratégie commune est la gestion durable des aires protégées. Cependant, comme la protection de la nature entre souvent en conflit avec les priorités de développement, et implique de nombreuses parties prenantes ayant des intérêts différents, les conflits liés à la conservation de la biodiversité sont en augmentation mondialement. Ces conflits peuvent entraver le développement durable, l'équité sociale et la gestion efficace des ressources naturelles.

C'est également le cas dans le parc national de la Pendjari au Bénin. De 1996 à 2016, le Centre National de Gestion des Réserves de Faune (CENAGREF), un organisme étatique, a géré le parc en collaboration avec les communautés locales, qui étaient directement représentées par l'Union des Associations Villageoises de Gestion des Réserves de Faune (AVIGREF). En raison d'un manque de financement et de conflits cachés entre les parties prenantes, cette gestion a cessé d'être efficace pour protéger la biodiversité après 5 ans de succès. Pendant cette période les communautés locales ont bénéficié d'avantages tels que l'agriculture dans la zone d'occupation contrôlée du parc, des permis d'abreuvement du bétail dans le parc. Le CENAGREF partageait également 30% des revenus de la chasse au trophée avec AVIGREF. En 2017, le gouvernement béninois a signé un mandat de 10 ans avec l'ONG African Parks Network (APN), à qui il a confié la gestion quotidienne du parc. APN a modifié en profondeur les règles d'accès et de partages des bénéfices mentionnés précédemment, en interdisant l'accès du bétail au parc, en diminuant la taille de la zone d'occupation contrôlée et en cessant de partager les revenus avec AVIGREF. Cependant, ils ont fourni de l'éducation environnementale et promis de fournir de l'aide en améliorant l'infrastructure et en attirant le tourisme dans le parc. Néanmoins, le retrait des avantages sans remplacement immédiat a provoqué des conflits entre les parties prenantes.

Une première étape importante dans la résolution des conflits consiste à comprendre les perceptions des différentes parties prenantes. Dans cette étude, nous avons appliqué la méthodologie Q dans le parc national de la Pendjari, au Bénin. La méthodologie Q est une technique des sciences sociales qui nous permet d'identifier et de regrouper les perceptions des parties prenantes. Notre travail de terrain s'est réalisé sur place d'août à octobre 2018, soit 15 mois après l'installation d'APN. Nous avons sélectionné 40 participants parmi les groupes d'acteurs suivants : recherche, AVIGREF, CENAGREF, APN, autres ONG, agriculture, transhumance, tourisme et politiques.

Bien qu'il y ait beaucoup de chevauchement, nous avons constaté que les gens se divisaient en deux groupes distincts, qui regroupent les participants ayant des perceptions similaires. Ces perceptions similaires et partagées sont des 'discours'. Le premier discours est composé de 26 participants, dont la majorité des personnes ayant une formation universitaire, des personnes travaillant pour APN ou d'autres ONG et la majorité des politiciens. Discours 1 croit fermement que tout accès au parc devrait être interdit au bétail, que l'éducation est une solution clé, que la recherche scientifique devrait être intensifiée, et que les pesticides et le braconnage des éléphants sont une menace sérieuse pour la biodiversité. Le deuxième discours est composé de 14 participants, dont la majorité des personnes sans instruction formelle, des personnes directement dépendantes de la terre par l'agriculture et de personnes natives des villages autour du parc. Ils insistent sur la nécessité d'un accès accru aux ressources naturelles et monétaires, ils ne voient pas le braconnage comme un problème majeur, ils ne pensent pas que l'agroforesterie soit une solution et ils expriment leur besoin d'alternatives de subsistance viables. Nous avons constaté que le niveau d'instruction était le facteur le

plus probable expliquant le fossé entre les deux discours. Plus le niveau d'éducation est élevé, plus la perception de la conservation de la nature est positive. Entre les deux discours, il y a un consensus sur le fait qu'il y a conflit entre les parties prenantes dans le Parc national de la Pendjari et que cela pourrait être résolu par une participation et une confiance mutuelle accrues. Ils conviennent que le tourisme devrait être développé et que l'APN devrait créer plus d'emplois locaux. Tout le monde s'accorde à dire que la conservation de la biodiversité est nécessaire, mais n'est pas d'accord sur la manière dont elle doit être réalisée.

Pour accroître la confiance et afin de déclencher des changements d'attitude chez les parties prenantes afin de résoudre le conflit actuel, il est nécessaire d'adopter une approche plus participative. Lorsque les communautés locales sont impliquées dans le processus décisionnel, elles sont réintroduites dans l'intendance, ce qui génère généralement des résultats plus durables dans la conservation de la biodiversité. Il est important non seulement d'inclure les valeurs des parties prenantes dans le processus décisionnel, mais aussi d'adapter le style de gestion et de communication au contexte culturel local. C'est particulièrement important dans le parc de la Pendjari, car il a été créé originalement par des colons français sans le consentement des communautés locales. Bien qu'une gestion plus stricte qui élimine toutes les activités humaines du parc puisse également donner de bons résultats de conservation de la biodiversité, lorsque cette même conservation se fait au détriment des autres, elle ne pourrait s'avérer durable à long terme. L'éducation environnementale est utile, mais elle devrait se concentrer sur toutes les générations de tous les groupes de parties prenantes et devrait être combinée à des solutions concrètes et à des moyens de subsistance alternatifs. Comme il y a beaucoup de chevauchement entre les deux discours que nous avons identifiés, il y a beaucoup de consensus malgré le conflit actuel. Les points de désaccord pourraient être écartés en désignant de bons médiateurs qui peuvent améliorer la communication et la compréhension entre les membres des deux groupes de discussion.